

# « Le travail social reste structurellement invisible dans la société... »

Président du Haut Conseil du travail social, Mathieu Klein a remis, le 5 décembre, son Livre blanc sur le travail social. Un document dans lequel il formule plusieurs propositions pour renforcer l'attractivité des métiers de l'humain.

**Union Sociale: Comment expliquer que les professions du social soient aussi peu valorisées dans notre pays ?**

**Mathieu Klein:** Le travail social est structurellement invisible dans la grande majorité de son action et de ses réalisations du quotidien. Quand il permet de prévenir ou d'accompagner des situations sociales difficiles, de faire progresser chacun sur la voie de l'émancipation dans ses différents champs d'exercice (logement, insertion, éducation, autonomie...) alors même que les inégalités sont si puissantes qu'elles pourraient causer des crises sociales régulières, personne ne parle de « ce train qui arrive à l'heure », c'est perçu comme « normal ». Il y a une autre raison de cette invisibilisation systémique du travail social dont je veux parler: sa très large féminisation, puisque 9 travailleurs sociaux sur 10 sont des femmes.

Or, assimilé à des « compétences » naturellement féminines (le soin, l'aide, l'accompagnement), le travail social rentre dans la catégorie des métiers qui ne sont pas vraiment considérés comme des professions en soi, avec leur technicité, leurs diplômes, leurs qualifications, mais plutôt comme la continuité d'une « mission naturelle » des femmes dans et pour la société. Cet effet de genre doit être quelque part démasqué. Sortir de cette invisibilisation est une urgence pour considérer le travail social comme l'un des premiers moteurs de la société du prendre soin et du lien dont nous avons urgemment besoin face à la pauvreté et aux fracas des oppositions sociales, économiques, géopolitiques, que nous connaissons depuis longtemps et qui s'amplifient aujourd'hui.

**US: Comment qualifier la crise que traverse le travail social depuis plusieurs années ?**

**MK:** On voudrait être original pour sortir des classiques « état d'urgence », « crise » et autres dénominations des difficultés qui touchent tout le secteur. Ces mots ne peuvent plus vraiment décrire la situation. Il faudrait qu'on puisse convaincre tout le monde que ce n'est pas seulement la crise d'une corporation qui se joue, mais bien le quotidien de nos crèches, Ehpad, lieu de prise en charge des personnes en situation de handicap... Une réalité que nous pouvons toutes et tous mesurer à un moment donné, dans notre vie intime ou au sein de notre cercle familial.

**US: Afin de tenter répondre à cette crise, vous insistez sur la nécessité de repenser la question du travail. Pour quelle raison ?**

**MK:** S'il y a des spécificités propres au travail social qui expliquent la crise des vocations, avec en premier lieu le niveau de rémunération de ces métiers, les difficultés du secteur se situent également dans une perte de sens intimement liée au questionnement qui traverse la société sur la place, le rôle, les attendus du travail dans la vie de chacun. Le manque de professionnels peut aussi expliquer à une vague de départs, d'épuisement qui traduisent dans le travail social, comme ailleurs, le sentiment d'être les pompiers d'un incendie équipés d'un maigre seau d'eau ou d'être dans des organisations qui trahissent la mission originelle de ces métiers que sont l'écoute, la patience, le temps donné. Le paradoxe est ici d'autant plus fort: comment être le professionnel censé apporter un support aux autres quand on se sent soi-même sans support dans son quotidien professionnel ?

**US: Pour renforcer l'attractivité du travail social, vous insistez sur une amélioration des rémunérations, des conditions de travail et des perspectives professionnelles. Comment atteindre ces objectifs ?**

**MK:** Si des améliorations ont été adoptées après la crise Covid sur le sujet des rémunérations, on voit que le dispositif a produit des incompréhensions et des distorsions. Dès lors, le Livre blanc plaide pour une révolution en profondeur du système de rémunération et plus largement du système de détermination des conditions sociales d'exercice, à travers l'adoption d'une convention collective unifiée et fortement renforcée pour tous. Ceci implique des moyens, bien plus importants que ceux actuellement sur la table.

**US: Il s'agit également de redonner plus de pouvoir d'agir aux professionnels. Comment leur permettre d'exercer leur métier de façon plus autonome, aux côtés des personnes accompagnées ?**

**MK:** L'autonomie des professionnels du travail social pourrait être renforcée par une sortie du management strictement basé sur les chiffres et le reporting. Les professionnels le disent largement. Ils reconnaissent bien sûr le besoin d'objectivation de leur activité, et celui de capitaliser sur des données, mais afin de mieux gérer l'information, pour des parcours de soins et d'accompagnement plus adaptés, pas pour être dans une forme de performance ou de rentabilité. L'autonomie des professionnels viendra aussi d'un exercice qui s'inscrit moins dans les dispositifs et les guichets que dans une intervention qui donne toute sa place aux personnes concernées, en s'appuyant sur les ressources propres aux environnements proches, aux territoires locaux, dans une logique de développement social. Chaque accompagnement doit en effet se construire au gré de ce que la personne accompagnée exprime et de ce que son territoire d'implantation, son quartier, son entourage, peuvent mettre comme ressources à son autonomie, son émancipation et son rétablissement le cas échéant.

**US: La parole des professionnels du social mérite-t-elle également d'être plus valorisée ?**

**MK:** On reboucle avec la question de départ sur l'invisibilité du travail social. C'est un secteur qui a du mal à faire connaître son action mais aussi à se faire entendre. Cette prise en compte se joue à deux niveaux: au sein des organisations, où nous appelons à faire évoluer les modes de management et dans le cadre du débat public où le travail social, les métiers du soin et du lien restent des impensés. Pourtant, c'est en valorisant et en écoutant leurs paroles que les gouvernants réussiront leurs réformes. Celles du service public de l'enfance, du bien-vieillir, de l'insertion et du retour à l'emploi risquent d'être freinées par



l'absence de prise en compte des conditions réelles d'exercice des professionnels censés les mettre en œuvre au quotidien. C'est à la faveur d'une meilleure construction avec et pour les professionnels que les réformes atteignent leur but: un meilleur service public pour une plus grande solidarité effective.

**US: Le Livre blanc souligne également l'importance d'attirer les jeunes. Quels sont les facteurs qui permettront aux professions sociales de susciter à nouveau un certain intérêt ?**

**MK:** Je crois que la jeunesse, si tant est que l'on puisse en parler comme d'un bloc, aspire toujours autant si ce n'est plus, à des métiers qui font du lien et qui donnent du sens. Cette crise des candidatures à ces métiers n'est donc pas une donnée structurelle. L'attrait matériel et leur reconnaissance joueront évidemment un rôle de première marche pour les convaincre de rejoindre ces métiers. C'est la recette que l'on applique aux métiers du soin, de l'éducation, et même déjà à certains secteurs du travail social comme c'est le cas pour les métiers de la petite enfance qui bénéficient d'une attention tout particulière. Ensuite, il faudra aussi passer par des campagnes de communication bien ciblées et par un travail auquel les Régions peuvent prendre part, en renforçant l'information au moment de l'orientation pour les jeunes. Les comités locaux du travail social et du développement social disséminés dans les territoires pourraient par ailleurs jouer un rôle encore plus fort sur cette question. ●

**Propos recueillis  
par Antoine Janbon**

**Pour plus d'informations:**

[solidarites.gouv.fr/le-haut-conseil-du-travail-social-hcts](https://solidarites.gouv.fr/le-haut-conseil-du-travail-social-hcts)